

Ivan Rioufol : «En Europe, le mur des Bernés reste à abattre»

écrit par Antiislam | 21 septembre 2018

Du Figaro Par [Ivan Rioufol](#)

Publié le 20/09/2018 à 19h32

CHRONIQUE – Une révolution est aujourd’hui à l’œuvre, mue par un besoin de vérité et de démocratie de ces peuples baillonnés par des élites donneuses de leçons qui ont fait main basse sur l’Europe.

Le progressisme, promu par Emmanuel Macron, s’enlise dans les mots creux.

Le vent rebelle qui souffle sur l’Europe déplume les beaux discours de leurs inutiles fanfreluches.

Ne restent que les carcasses, impostures mises à nu.

Le mur des Bernés, édifié voilà un demi-siècle par les élites acquises au baratin pour préserver leur pouvoir, est à deux doigts de s’effondrer sous la tempête.

Ce mur-là est symbolique.

Mais il est comparable à celui de Berlin, qui tomba en 1989 sous le poids des mensonges officiels et de l’exaspération populaire.

Une même révolution est aujourd’hui à l’œuvre, mue par un semblable besoin de vérité et de démocratie.

Dans ce mouvement qui se généralise en Europe, le progressisme fait figure d’obstacle. Seuls 19 % des Français approuveraient le bilan du chef de l’État ; 60 % en seraient mécontents (Le

Figaro, lundi). Macron, qui a lui-même théorisé son affrontement avec le «nationalisme», ne voit pas que la contestation des citoyens, ce moteur de l'histoire, a quitté son camp pour rejoindre celui d'en face.

Plus Macron se raidit face à ceux qu'il appelle aussi populistes, plus il se coupe d'une partie importante de la société française et européenne.

Les maladresses qu'il répète quand il s'adresse aux gens lors de ses sorties montrent un homme incapable de maîtriser son arrogance.

Dimanche, répondant à un jeune chômeur formé à l'horticulture, il lui a conseillé de «traverser la rue» pour travailler dans la restauration.

Élu sur la promesse de résorber la fracture entre la France d'en haut et celle d'en bas, il accentue l'incompréhension entre les deux mondes.

Il en est à réserver aux Oubliés qui se rebiffent ses plus vives attaques.

La Macronie est un univers d'experts et de technocrates, pour qui le monde se résume à des chiffres. Comme le fait remarquer le philosophe Marcel Gauchet (*L'Opinion*, lundi):

«Notre problème fondamental, c'est que les gens qui nous gouvernent ne comprennent pas la société dans laquelle ils vivent.» La rupture pourrait être brutale.

La machinerie idéologique mise au service du progressisme exacerbe les colères de ceux qui refusent l'oppression des pensées imposées.

Jamais le politiquement correct n'a été si puissant que sous la férule de ce «président philosophe».

Macron manie le manichéisme comme un vieux stalinien.

Écouter ses diatribes contre le Hongrois Viktor Orban ou l'Italien Salvini permet de s'en convaincre.

À l'entendre, le fascisme et l'antisémitisme tiendraient le haut du pavé dans ces pays, coupables de vouloir défendre leurs frontières et de se préserver du multiculturalisme.

Or c'est en France que la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, a invité les télévisions publiques à «changer les mentalités sur le terrain».

C'est en France que se prépare une loi destinée à mettre l'Internet sous surveillance.

C'est en France que le débat étouffe sous l'emprise d'un conformisme sectaire, qui voit une agression dans la simple contradiction.

C'est en France qu'empestent l'antisémitisme des islamo-gauchistes et le racisme anti-Blanc des minorités.

La démocratie repose sur le peuple et sa liberté de parole.

À cette aune, l'État est mal placé pour faire la leçon aux gouvernements d'Europe qui ont choisi d'écouter ceux qui les ont élus et qui parlent avec leurs mots.

Ces dirigeants voient un danger dans les idéaux «humanistes» qui préfèrent l'étranger à l'indigène.

Révélatrice est la répulsion que suscite Orban chez les progressistes, qui ont fait main basse sur l'Union européenne, quand le premier ministre déclare vouloir garder la Hongrie «dans la famille des peuples chrétiens d'Europe».

Cette dénonciation de l'enracinement et du sentiment d'appartenance est le résultat du grand abandon dont les élites se sont rendues coupables, au point de faire sécession

avec le peuple.

Yves Mamou (1) va jusqu'à soutenir, exemples à l'appui, que «la caste au pouvoir [...] a jugé bon de consolider son pouvoir sur la nation en nouant alliance avec des groupes islamiques qui, eux non plus, n'entendent pas faire nation avec la nation au sein de laquelle ils sont installés». Cette trahison des clercs attise la révolte.

Vide intellectuel

Quand Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France, estime, lundi, que «ni Orban, ni Salvini ne sont des modèles pour la droite française», elle tient le discours entendu depuis des décennies par la droite monotone.

Cette posture, copie du bien-pensisme, revient à cautionner un système fictif – ce mur des Bernés – qui s'est coupé des populations.

Laurent Wauquiez a eu raison, mercredi, de prendre la défense d'Orban.

La droite, si elle veut renaître, ne peut plus mimer ceux qui méprisent la démocratie et craignent les idées neuves.

Le vide intellectuel est le signe distinctif des défenseurs de «l'État de droit», qui fait le lit de la tyrannie des juges.

En voilà qui ordonnent un examen psychiatrique de Marine Le Pen.

Mais la pensée clonée n'est d'aucun secours pour répondre aux attentes des peuples. «Sortons du politiquement correct», suggère Gérard Collomb dans *L'Express*.

Est-ce parce que le ministre de l'Intérieur étouffe lui aussi qu'il annonce cette semaine son prochain départ?

Ce ne sont pas seulement les sondés qui découvrent la

régression progressiste: le doute s'installe au cœur du pouvoir.

La prise de distance de Collomb, fidèle de Macron, s'ajoute à la démission de Nicolas Hulot. Elle vient aussi après la récente réserve de François Bayrou regrettant le manque de sens du quinquennat, et le départ du groupe LaREM de la députée Frédérique Dumas.

Elle explique (*Le Parisien*, lundi):

«On a le sentiment d'être sur le Titanic.»

Elle dénonce un pouvoir tenu par «des technocrates hors-sol, voire cyniques».

À dire vrai, ces critiques internes n'ont rien pour étonner votre serviteur, qui, il y a dix mois, a publié *Macron, la grande mascarade*, en pointant les vides d'un discours mirobolant.

Aujourd'hui les yeux s'ouvrent. Ils découvrent un pouvoir centré sur la seule personne du chef de l'État, lui-même persuadé d'être l'incarnation du meilleur.

Or, pour l'instant en tout cas, rien ne vient démontrer l'efficacité des quelques réformes prises.

Le plan santé, présenté mercredi, ne manque pas d'ambition.

Mais son projet à long terme interdit une évaluation rapide.

Affaire Benalla (suite)

La manière dont l'exécutif a tenté de maintenir l'opacité sur l'affaire Benalla conforte l'image du Macron autocrate.

Mercredi, auditionnant le présumé garde du corps du président, la commission d'enquête sénatoriale a démontré l'utilité de

faire respecter l'équilibre des pouvoirs. En mettant l'Élysée sous surveillance, le Sénat donne une leçon de démocratie.

(1) *«Le Grand Abandon. Les élites françaises et l'islamisme»*
(L'Artilleur).